

accord, ainsi que d'autres initiatives régionales, constitueraient autant d'étapes vers une plus grande ouverture du système des échanges multilatéraux et que cette entente servirait de catalyseur à l'influence libéralisatrice de l'Uruguay Round. Les dirigeants ont également réaffirmé leur engagement à l'égard du processus des Sommets en tant que moyen efficace d'aborder les grands problèmes auxquels fait face l'économie mondiale, de promouvoir de nouvelles idées et de façonner une vision commune. L'initiative canadienne visant à conférer aux discussions qui ont cours dans le cadre de ces Sommets un caractère moins officiel et marqué davantage par la spontanéité, a également été approuvée par les participants.

Organisation de coopération et de développement économiques

À nouveau, l'OCDE s'est révélée une instance très valable au sein de laquelle les pays industrialisés ont pu discuter des grandes questions de politique économique et sociale et coordonner leur action à cet égard. La participation du Canada a permis de promouvoir de façon concrète toute une gamme d'intérêts économiques et de politique étrangère.

En plus d'avoir, comme chaque année, préparé le Sommet économique, la réunion ministérielle qui a eu lieu cette fois à Paris en mai a énoncé les priorités du programme de travail de l'OCDE pour l'année à venir. Au cours de l'année écoulée, les ministres ont demandé à l'OCDE de se pencher sur la réduction des rigidités structurelles, la réduction des déséquilibres commerciaux, la lutte contre l'inflation, le chômage, le renforcement du système commercial international, le rapprochement des préoccupa-

tions économiques et environnementales, une coopération plus grande avec les pays en développement, de même que la progression des négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT (notamment dans le secteur agricole) et l'amorce d'un dialogue avec les NPI de la région de l'Asie et du Pacifique.

Le Canada a cherché à amener l'OCDE à adopter une perspective davantage orientée vers l'avenir et à accorder une plus grande attention aux rapports économiques entre les pays membres de l'Organisation et les autres pays. Le travail a été axé dans une première étape sur les relations avec les nouveaux pays industriels de la région du Pacifique; à cet égard, un séminaire de l'OCDE a été tenu à Paris, en janvier, avec les représentants de ces pays, afin d'ouvrir le dialogue, et d'autres ateliers ont été prévus pour traiter de questions spécifiques telles que la mondialisation, les marchés financiers, les rapports macroéconomiques et les échanges commerciaux.

Avec le début de 1989, l'économie mondiale entrait dans sa septième année consécutive de croissance soutenue, la plus longue phase d'expansion de l'après-guerre. Durant cette période, le Canada a enregistré l'un des taux de croissance les plus élevés parmi les grandes économies industrialisées.

Pour l'ensemble de 1988, le taux d'accroissement du Produit intérieur brut (PIB) réel a été de 4,5 %, plaçant le Canada au deuxième rang des pays du Sommet en termes de croissance. Au cours du premier trimestre de 1989, le taux de chômage au Canada s'est stabilisé à 7,6 %, soit le niveau le plus bas depuis août 1981.